18-04-1989
Vandemeulebroeke

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 31 mars 1989, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 6 août 1951 réglant le Service de la dette publique", a donné le 12 avril 1989 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 31 maart 1989 door de Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 6 augustus 1951 tot regeling van de Dienst der Staatsschuld", heeft op 12 april 1989 het volgend advies gegeven :

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat doit se limiter à formuler les observations suivantes.

Observations générales.

I. En prenant l'arrêté en projet dont les dispositions sont purement techniques, le Roi n'excède pas le pouvoir que la loi du 16 juin 1868 Lui a accordé (1).

Toutefois, la garantie dont les créanciers disposaient à la suite de la délivrance d'un extrait du grand-livre de la dette publique n'est plus maintenue, puisque l'arrêté en projet remplace l'extrait précité par un simple extrait de compte, dont aucune mention ne permet de déterminer l'administration qui le délivre.

Il faudrait à tout le moins que cet extrait de compte prévu à l'article 9 du projet soit signé par un fonctionnaire supérieur ou par son délégué.

II. Il ressort de l'instruction faite par l'auditeur-rapporteur auprès de l'administration de la trésorerie qu'il n'existe plus de grand-livre de la dette publique.

.../...

(1) Voir avis L. 1335 du 21 décembre 1950 sur un projet d'arrêté qui est devenu l'arrêté royal du 6 août 1951 que l'arrêté en projet tend à modifier.

En réalité, le demandeur d'une inscription nominative remplit le côté droit d'un bordereau de dépôt et l'administration porte des références chiffrées dans la colonne de gauche. Ce document est conservé dans une chemise simple, dossier portant le nom et la raison sociale du déposant.

Selon le fonctionnaire délégué, ce bordereau, émargé par l'administration, constitue l'inscription au grand-livre, la seule garantie contre la disparition ou la destruction du bordereau résidant dans l'envoi d'une copie à la Cour des comptes.

Il résulte de ce qui vient d'être exposé que la mention de "grand-livre de la dette publique" utilisée à maintes reprises dans l'arrêté en projet recouvre une réalité administrative qui ne semble plus être ce qu'elle était au XIXe siècle.

EXAMEN DU TEXTE.

Préambule.

1. L'alinéa 2 du préambule doit être omis. En effet, l'arrêté royal n° 62 du 10 novembre 1967 favorisant la circulation des valeurs mobilières ne constitue pas un fondement légal du projet.

.../...

2. L'alinéa 3 du préambule doit, conformément à l'usage, citer l'arrêté royal du 6 août 1951 avec toutes les modifications qui lui ont été apportées.

Cet alinéa doit donc être rédigé comme suit :

"Vu l'arrêté royal du 6 août 1951 réglant le service de la dette publique, modifié par l'arrêté royal du 24 décembre 1959, par la loi du 10 octobre 1967, et par les arrêtés royaux du 9 décembre 1971 et du 10 novembre 1987".

Dispositif.

Article 1er du projet.

Article 1er en projet.

Le texte néerlandais de l'article devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 2 en projet.

Au début de l'article 2 en projet, il y aurait lieu d'écrire :

"Article 2.-
Sans préjudice des dispositions relatives à la dépossession involontaire des titres au porteur ... (la suite comme au projet)".

.../...

Cette modification est proposée de façon à englober les dispositions des traités ou des règlements communautaires.

Article 3 en projet.

L'alinéa 1er de l'article 3 en projet serait mieux rédigé comme suit :

"Les arrêtés ou contrats d'emprunt peuvent prévoir que tout ou partie d'un emprunt sera représenté par des certificats globaux délivrés à la Caisse interprofessionnelle de dépôts et de virements de titres, au Fonds des rentes et aux organismes désignés dans ces arrêtés ou contrats".

Le texte néerlandais des alinéas 2 à 4 et de l'alinéa 6 devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

A l'alinéa 5 du même article, le mot "journalier" doit être omis. En effet, aucun avenant ne sera établi les jours où il n'y a pas de modifications du capital.

L'alinéa 8 du même article serait mieux rédigé comme suit :

"Sur la base des certificats globaux au porteur, les dépositaires de ceux-ci ouvrent des comptes courants en valeurs mobilières".

.../...

Article 4 en projet.

Il convient de citer l'arrêté royal n° 62 du 10 novembre 1967 avec son intitulé.

Article 2 du projet.

L'article 2 du projet gagnerait en clarté si, à chacun de ses paragraphes correspondait un article.

En conséquence,

l'article 2, § 2, deviendrait l'article 3,
l'article 2, § 3, du projet : l'article 4,
l'article 2, § 4, du projet : l'article 5,
l'article 2, § 5, du projet : l'article 6,
l'article 2, § 6, du projet : l'article 7,
l'article 2, § 7, du projet : l'article 8,
l'article 2, § 8, du projet : l'article 9,
l'article 2, § 9, du projet : l'article 10.

Article 9 en projet.

La garantie à prévoir en faveur du créancier de l'Etat a fait l'objet de l'observation générale I à laquelle il est fait référence.

Article 10 en projet.

Le texte néerlandais de l'alinéa 3 devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 13 en projet.

L'article 13 en projet serait mieux rédigé comme suit :

"Article 13.-

La conversion en titres au porteur ou le transfert d'une inscription nominative a lieu exclusivement à la demande du titulaire ou de son mandataire spécial".

L'emploi des mots "mandataire spécial" se justifie par la circonstance qu'il est possible que, sans cette précaution, des fraudes pourraient se commettre lors de la conversion de titres nominatifs en titres au porteur.

L'alinéa 2 de l'article 13 en projet serait mieux rédigé comme suit :

"Lors d'un transfert, l'acquéreur est saisi de la propriété et de la jouissance du capital par le seul fait de la signature du vendeur, qui perd ainsi tout droit de faire opposition".

Article 15 en projet.

A la fin de l'alinéa 1er de l'article 15 en projet, il y a lieu d'écrire :

" ... ou de son mandataire spécial".

Il est ainsi tenu compte de l'observation faite à propos de l'article 13 en projet.

Article 16 en projet.

Le texte néerlandais de l'article devrait être rédigé en tenant compte de la remarque qui a été faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Dans le texte français du même article, il y a lieu de remplacer, à la sixième ligne, les mots "personnes qualifiées" par les mots "personnes habilitées" et, à l'avant-dernière ligne, de remplacer le mot "organisme" par le mot "organe", ces deux modifications étant justifiées afin d'assurer la concordance avec le texte néerlandais de l'article.

Article 6 du projet (devenant l'article 14).

La mention de l'article 38 doit être reproduite avant le texte de cet article.

La même observation vaut pour l'article 59 en projet.

Article 8 du projet (devenant l'article 16).

Le texte suivant est proposé :

"Le chapitre IV du même arrêté comprenant les articles 43 et 44 est abrogé".

De Raad van State moet binnen de korte termijn die hem is toegemeten, zich bepalen tot het maken van de volgende opmerkingen :

Algemene Opmerkingen.

I. Met het ontworpen besluit, waarvan de bepalingen zuiver technisch zijn, gaat de Koning niet buiten de bevoegdheid die de wet van 16 juni 1868 Hem heeft toegekend (1).

De waarborg waarover de schuldeisers beschikten doordat een uittreksel uit het grootboek van de staatsschuld werd afgegeven, wordt echter niet langer in stand gehouden, aangezien het ontworpen besluit dat uittreksel vervangt door een eenvoudig rekeninguittreksel, waarop geen enkele vermelding voorkomt waaruit kan worden opgemaakt door welk bestuur dat uittreksel wordt afgegeven.

Het is op zijn minst noodzakelijk dat het in artikel 9 van het ontwerp genoemde rekeninguittreksel door een hogere ambtenaar of door diens gemachtigde wordt ondertekend.

II. Uit een onderzoek dat de auditeur-verslaggever bij de Administratie der Thesaurie gedaan heeft, blijkt dat er geen grootboek van de staatsschuld meer bestaat.

.../...

---

(1) Zie advies L. 1335 van 21 december 1950 over een ontwerp van besluit dat het koninklijk besluit van 6 augustus 1951 geworden is, hetwelk door het ontworpen besluit zou worden gewijzigd.

Feitelijk vult de aanvrager van een inschrijving op naam de rechterkant van een inleveringsborderel in en tekent de overheidsdienst cijferreferenties op in de linkerkolom. Dit stuk wordt in een eenvoudige map bewaard, op welk dossier de naam of de handelsnaam van de inleveraar te lezen staat.

Dit borderel, dat door de dienst wordt afgetekend, vormt volgens de gemachtigde ambtenaar de inschrijving in het grootboek, waarbij de enige waarborg tegen het zoek raken of de vernietiging van het borderel er in bestaat dat een afschrift aan het Rekenhof wordt gezonden.

Uit een en ander wordt duidelijk dat achter de uitdrukking "grootboek der staatsschuld", die herhaaldelijk in het ontworpen besluit gebezigd wordt, een administratieve werkelijkheid schuil gaat die blijkbaar niet meer is wat zij in de XIXe eeuw geweest is.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Aanhef.

1. Het tweede lid van de aanhef moet vervallen. Het koninklijk besluit nr. 62 van 10 november 1967 ter bevordering van de omloop van de effecten levert namelijk geen rechtsgrond op voor het ontwerp.

2. In het derde lid van de aanhef dient zoals gebruikelijk is, het koninklijk besluit van 6 augustus 1951 te worden aangehaald onder vermelding van alle wijzigingen die erin zijn aangebracht.

Dat lid moet als volgt gesteld worden :

"Gelet op het koninklijk besluit van 6 augustus 1951 tot regeling van de dienst der Staatsschuld, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 december 1959, bij de wet van 10 oktober 1967 en bij de koninklijke besluiten van 9 december 1971 en 10 november 1987".

Bepalend gedeelte.

Artikel 1 van het ontwerp.

Het ontworpen artikel 1.

Dit artikel zou als volgt geredigeerd moeten worden :

"Artikel 1.-
De effecten van de staatsschuld bestaan uit obligaties aan toonder, uit globale certificaten en uit inschrijvingen op naam".

Het ontworpen artikel 2.

Aan het begin van het ontworpen artikel zou men moeten schrijven :

"Artikel 2.-
Onverminderd de bepalingen omtrent onvrijwillige buitenbezitstelling van de effecten aan toonder ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Deze wijziging wordt voorgesteld opdat de bepalingen van de communautaire verdragen of verordeningen erin begrepen zullen zijn.

Het ontworpen artikel 3.

Het zou beter zijn het eerste lid van het ontworpen artikel 3 als volgt te stellen :

"In de besluiten of de leningscontracten kan worden bepaald dat een lening geheel of gedeeltelijk wordt vertegenwoordigd door globale certificaten die afgegeven worden aan de Interprofessionele Effectendeposito- en Girokas, aan het Rentenfonds en aan de instellingen die in die besluiten of contracten worden aangewezen".

Het tweede tot en met het vierde lid zouden als volgt gesteld moeten worden :

"Het aan de Interprofessionele Effectendeposito- en Girokas afgegeven globaal certificaat is er een aan toonder.

Het aan het Rentenfonds afgegeven globaal certificaat is er een op naam.

Globale certificaten kunnen niet worden gesplitst".

In het vijfde lid van hetzelfde artikel moet het woord "dagelijks" vervallen. Er zal immers geen aanhangsel worden opgemaakt op dagen dat het kapitaal niet wordt gewijzigd.

Het zesde lid van hetzelfde artikel zou als volgt geredigeerd moeten worden :

"Globale certificaten aan toonder kunnen niet materieel overhandigd worden aan de eigenaars van de effecten of aan hun gemachtigden".

Het zou beter zijn het achtste lid van hetzelfde artikel als volgt te redigeren :

"De depositarissen van globale certificaten aan toonder openen op basis ervan rekeningen-courant in effecten".

Het ontworpen artikel 4.

Het koninklijk besluit nr. 62 van 10 november 1967 behoort met het opschrift ervan te worden geciteerd.

Artikel 2 van het ontwerp.

Artikel 2 van het ontwerp zou duidelijker zijn als elke paragraaf ervan zou overeenkomen met een artikel.

Dientengevolge zou

artikel 2, § 2, artikel 3 worden,
artikel 2, § 3, van het ontwerp : artikel 4,
artikel 2, § 4, van het ontwerp : artikel 5,
artikel 2, § 5, van het ontwerp : artikel 6,
artikel 2, § 6, van het ontwerp : artikel 7,
artikel 2, § 7, van het ontwerp : artikel 8,
artikel 2, § 8, van het ontwerp : artikel 9,
artikel 2, § 9, van het ontwerp : artikel 10.

.../...

Het ontworpen artikel 9.

In verband met de waarborg die ten gunste van de schuldeiser van de Staat gesteld moet worden, is de algemene opmerking I gemaakt, waarnaar verwezen moge worden.

Het ontworpen artikel 10.

Het derde lid zou als volgt gesteld moeten worden :

"Wanneer de inlevering geschiedt in de maand vóór de vervaldag dient de coupon over die vervaldag te worden losgemaakt".

Het ontworpen artikel 13.

Het zou beter zijn het ontworpen artikel 13 als volgt te stellen :

"Artikel 13.-

Omzetting in effecten aan toonder of overdracht van een inschrijving op naam geschiedt uitsluitend op aanvraag van de houder of van diens bijzondere gemachtigde".

Er bestaat gegronde reden om de woorden "bijzondere gemachtigde" te bezigen, want het is mogelijk dat bedrog gepleegd wordt bij de omzetting van effecten op naam in effecten aan toonder als die voorzorg niet wordt genomen.

.../...

Het zou beter zijn het tweede lid van het ontworpen artikel 13 als volgt te formuleren :

"Bij overdracht valt de eigendom en het genot van het kapitaal aan de verkrijger toe door het enkele feit dat de verkoper ondertekent, waardoor hij elk recht om verzet te doen verliest".

Het ontworpen artikel 15.

Aan het slot van het eerste lid van het ontworpen artikel 15 behoort men te schrijven :

"... van de houder of van diens bijzondere gemachtigde".

Zodoende wordt rekening gehouden met de opmerking die aangaande het ontworpen artikel 13 gemaakt is.

Het ontworpen artikel 16.

Op de vijfde regel is het nodig "instellingen" te schrijven in plaats van "organismen" en op de tiende regel "raad van bestuur" in plaats van "beheerraad".

In de Franse tekst behoren op de zesde regel de woorden "personnes qualifiées" vervangen te worden door de woorden "personnes habilitées" en behoort op de voorlaatste regel het woord "organisme" te worden vervangen door het woord "organe"; de reden voor deze beide wijzigingen is dat zodoende voor overeenstemming met de Nederlandse tekst van het artikel wordt gezorgd.

.../...

Artikel 6 van het ontwerp (dat artikel 14 wordt).

De vermelding van artikel 38 dient te worden herhaald vóór de tekst van dat artikel. Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 59.

Artikel 8 van het ontwerp (dat artikel 16 wordt).

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Hoofdstuk IV van hetzelfde besluit, dat de artikelen 43 en 44 omvat, wordt opgeheven".

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

C.-L. CLOSSET, conseillers d'Etat,
J.-C. GEUS, staatsraden,

Madame : J. GIELISSEN, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

M. G. PIQUET, premier auditeur honoraire au Conseil d'Etat, a été appelé en consultation, en application de l'article 82 des lois coordonnées du 12 janvier 1973.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. Y. KREINS, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De H. G. PIQUET, ere-eerste auditeur bij de Raad van State, is bij toepassing van artikel 82 van de gecoördineerde wetten van 12 januari 1973 ter raadpleging opgeroepen.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Y. KREINS, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J.-J. STRYCKMANS.